



CHAPITRE 241

LOI POUR AIDER À LA CONSTRUCTION DE MAISONS D'HABITATION DANS LES CITÉS, VILLES ET VILLAGES

Titre abrégé.

1. La présente loi peut être citée sous le titre de *Loi des compagnies de construction de maisons d'habitation*. S. R. 1925, c. 129, a. 1.

Définitions:

2. Dans la présente loi, sauf lorsque le contexte exige une interprétation différente:

'Compagnie';

1° Le mot "compagnie" désigne une compagnie constituée en corporation par charte de la Législature ou par lettres patentes de la province de Québec, dans le but indiqué dans l'article 3;

"Compagnie bénéficiaire";

2° Les mots "compagnie bénéficiaire" désignent une compagnie telle que définie par le paragraphe 1° du présent article, dont un emprunt a été garanti par une municipalité en vertu de la présente loi;

"Conseil", "municipalité";

3° Les mots "conseil" ou "municipalité" désignent une municipalité de cité, de ville ou de village située en cette province, et l'autorité qui, en vertu des lois en vigueur dans cette municipalité, a le droit de statuer ou d'administrer pour et au nom de la municipalité.

Quand, dans une municipalité, il y a un bureau de commissaires à qui appartiennent certains pouvoirs administratifs ou exécutifs, le conseil ne peut se prévaloir de la présente loi ou de quelqu'une de ses dispositions qu'avec l'approbation préalable de ce bureau;

CHAPTER 241

AN ACT TO ASSIST IN THE CONSTRUCTION OF DWELLING-HOUSES IN CITIES, TOWNS AND VILLAGES

1. This act may be cited as the *Short Dwelling-House Construction Companies Act*. R. S. 1925, c. 129, s. 1.

2. In this act, unless the context require a different interpretation,—

Definitions:

1. The word "company" means a company incorporated by charter of the Legislature, or by letters patent of the Province of Quebec, for the objects indicated in section 3;

2. The words "assisted company" mean a company as defined by paragraph 1 of this section, whose loan has been guaranteed by a municipality under the provisions of this act;

3. The word "council" or "municipality" mean a city, town or village municipality situated in this province, and the body which, according to the laws in force in such municipality, has the right to make enactments or to administer for and in the name of the municipality.

When in any municipality there is a Board of Commissioners with administrative or executive powers, the council may avail itself of all or any of the provisions of this act only with the consent, given in advance, of such Board;

"Obligations";

4° Le mot "obligations" comprend tous bons, débentures, rentes inscrites ou autres valeurs;

"Livres".

5° le mot "livres" comprend tous documents en la possession de la compagnie bénéficiaire. S. R. 1925, c. 129, a. 2.

Compagnies visées.

3. Une compagnie constituée en corporation dans le but d'acquérir des terrains dans les limites ou près des limites d'une municipalité dans la province, et de bâtir sur ces terrains des maisons d'habitation de dimensions raisonnables, munies d'améliorations convenables, et destinées à être louées à des prix modérés, peut bénéficier de la présente loi en se conformant aux prescriptions qu'elle édicte. S. R. 1925, c. 129, a. 3.

Vente des immeubles.

4. Une compagnie constituée en corporation en vertu de la présente loi peut vendre un ou plusieurs de ses immeubles, avec le consentement du conseil municipal, et à telles conditions que peut imposer le lieutenant-gouverneur en conseil, sur recommandation du ministre des affaires municipales, de l'industrie et du commerce. S. R. 1925, c. 129, a. 4; 25-26 Geo. V, c. 45, a. 17.

Garantie municipale des emprunts.

5. Il est loisible au conseil d'une municipalité de garantir, en capital et intérêts, dans les limites et de la façon ci-dessous indiquées, les emprunts que désire faire une compagnie, pourvu qu'il lui soit démontré:

1° Que des maisons d'habitation additionnelles sont nécessaires pour loger convenablement les populations qui vivent et travaillent dans ses limites;

2° Que le but de la compagnie est d'aider de bonne foi à fournir des logis convenables et non de faire des profits plus considérables que ceux autorisés par la présente loi;

3° Que la compagnie, sans faire d'autres emprunts, à part ceux dont la garantie est sollicitée, sera en mesure d'exécuter le programme défini dans l'article 3 et le paragraphe 2° du présent article. S. R. 1925, c. 129, a. 5.

Approbation du règlement.

6. Le règlement se rapportant à la garantie de l'emprunt doit, avant d'avoir force et effet, être approuvé par la majorité

4. The word "obligations" includes all bonds, debentures, inscribed stock or other securities;

5. The word "books" includes all documents in the possession of the assisted company. R. S. 1925, c. 129, s. 2.

3. A company incorporated with the object of acquiring land in or near the boundaries of a municipality in the Province, and to build on such land dwelling-houses of reasonable dimensions, supplied with proper improvements, and intended to be let at a moderate price, may avail itself of the provisions of this act, by conforming to the conditions imposed thereby. R. S. 1925, c. 129, s. 3.

4. A company incorporated under this act may sell one or more of its immovables, with the consent of the municipal council, and upon such conditions as may be imposed by the Lieutenant-Governor in Council upon the recommendation of the Minister of Municipal Affairs, Trade and Commerce. R. S. 1925, c. 129, s. 4; 25-26 Geo. V, c. 45, s. 17.

5. The council of any municipality may, to the extent and in the manner hereinafter declared, guarantee, as to principal and interest, loans sought to be made by a company, provided that it be shown:

1. That additional dwelling-houses are required to properly house the people who live or work within its boundaries;

2. That the object of the company is in good faith to furnish comfortable dwellings, and not to make a profit greater than that allowed by this act;

3. That the company, without making loans other than those of which a guarantee is sought, will be in a position to carry out the programme described in section 3, and in paragraph 2 of this section. R. S. 1925, c. 129, s. 5.

6. The by-law respecting the guarantee of any loan shall, before having any force or effect, be approved by the majority in

en nombre et en valeur des propriétaires électeurs municipaux qui votent sur ce règlement et par le lieutenant-gouverneur en conseil. S. R. 1925, c. 129, a. 6.

number and in value of such municipal electors, who are property-owners, as may vote on such by-law, and by the Lieutenant-Governor in Council. R. S. 1925, c. 129, s. 6.

Approba-
tion des
plans.

7. Le règlement ne peut être soumis à l'approbation des propriétaires électeurs municipaux que si les plans complets et les terrains de la compagnie bénéficiaire ont été au préalable approuvés par le conseil de la municipalité et par le ministre de la santé et du bien-être social. S. R. 1925, c. 129, a. 7; 5 Geo. VI, c. 22, a. 16.

7. Such by-law shall not be submitted for the approval of such municipal electors until the complete plans and the land of the assisted company have first been approved by the municipal council, and by the Minister of Health and Social Welfare. R. S. 1925, c. 129, s. 7; 5 Geo. VI, c. 22, s. 16.

Approba-
tion des
électeurs.

8. Le règlement doit être soumis à l'approbation des propriétaires électeurs municipaux dans les six mois de sa passation par le conseil, à défaut de quoi il est frappé de nullité.

8. Such by-law shall be submitted to such electors for approval within six months after having been passed by the council; otherwise it shall become null and of no effect.

Québec et
Montréal.

Toutefois, dans les cités de Québec et de Montréal, il est suffisant que le règlement soit approuvé par le vote des deux tiers des membres du conseil, et par le bureau des commissaires, s'il y en a un, sans approbation directe par les propriétaires électeurs municipaux. S. R. 1925, c. 129, a. 8.

Nevertheless, in the cities of Québec and Montreal it shall be sufficient if such by-law be approved by the vote of two-thirds of the members of the council, and, if there be one, by the Board of Commissioners, without requiring direct approval by the municipal electors who are property-owners. R. S. 1925, c. 129, s. 8.

Votation.

9. Les procédures de l'assemblée et de la votation pour l'approbation du règlement par les électeurs municipaux sont celles prescrites par la charte de la municipalité, ou par la loi générale s'y appliquant, ou par les deux, pour l'approbation des règlements par les électeurs municipaux propriétaires. S. R. 1925, c. 129, a. 9.

9. The proceedings of the meeting of municipal electors and the vote on the question of approval of the by-law shall be those prescribed by the charter of the municipality, by the general law applying thereto, or by both, for the approval of by-laws by municipal electors who are property-owners. R. S. 1925, c. 129, s. 9.

Hypo-
thèque.

10. Une municipalité ne peut donner la garantie autorisée par la présente loi que si ses droits sont eux-mêmes garantis par un ou plusieurs actes d'hypothèques ou contrats de fidéicommiss comportant première hypothèque sur la totalité ou sur partie des terrains et des constructions actuelles ou futures qui y seront élevées.

10. No municipality may give the guarantee authorized by this act unless the rights of such municipality are protected by one or more deeds of hypothec or deeds of trust by way of first mortgage upon the whole or part of the land in question, with the houses and improvements built and made or to be built and made thereon.

Enregis-
trement.

Les actes d'hypothèques ou les contrats de fidéicommiss, une fois enregistrés, comportent une garantie valable en faveur de la municipalité, nonobstant toute disposition générale à ce contraire. S. R. 1925, c. 129, a. 10.

Such deeds of hypothec or trust, once registered, shall constitute a valid guarantee in favour of the municipality notwithstanding any general law to the contrary. R. S. 1925, c. 129, s. 10.

Compé-
tence de la
municipi-
palité.

11. Le mode de l'emprunt, la nature du document qui doit le constater, la forme et les termes des actes d'hypothèque ou de fidéicommis, le mode de remboursement de l'emprunt, le choix du ou des fidéicommissaires, s'il y a lieu, la forme et le mode de la garantie, le temps pour l'émission des obligations et pour leur mise sur le marché, la disposition par la compagnie bénéficiaire des deniers qui en proviendront, les privilèges qui peuvent être accordés aux locataires lors de l'achat des actions de la compagnie, le mode de remboursement de leurs actions s'ils viennent à déménager, et tous autres détails nécessaires à la mise à exécution de la présente loi, sont de la compétence de la municipalité. S. R. 1925, c. 129, a. 11.

11. The manner of making the loan, the nature of the document which evidences it, the form and the terms of the deeds of hypothec or of trust, the manner of repayment of the loan, the choice of trustee or trustees, if any there be, the form and manner of the guarantee, the time for the issue and placing on the market of securities, and the disposition of the moneys to be raised thereon by the assisted company which issues the same, the privileges which may be granted to tenants purchasing shares in the company, the manner of reimbursing them for such shares if they move away, and all other details necessary for the putting in operation of this act, shall be according to the decision of the municipality. R. S. 1925, c. 129, s. 11.

Decisions
of municipi-
pality.

Emprunt
spécial.

12. Si, par suite de la garantie autorisée par la présente loi, une municipalité est tenue de payer quelques sommes de deniers, il lui est loisible de pourvoir à ce paiement à même ses fonds généraux non autrement affectés, ou par une émission spéciale d'obligations payables dans un laps de temps n'excédant pas quarante ans à compter de leur émission. Cet emprunt spécial n'est pas soumis à l'approbation préalable des électeurs municipaux, nonobstant toutes lois générales ou spéciales à ce contraires.

12. If, by reason of the guarantee authorized by this act, any municipality shall become liable for certain sums of money, it may provide for the payment of the same out of its general funds not otherwise appropriated, or by a special issue of debentures payable within a term not exceeding forty years from the date of issue thereof. Such special loan shall not be subject to the approval of the municipal electors, notwithstanding the provisions of any public or private act to the contrary.

Special
loan.

Approba-
tion.

Tout règlement décrétant ou autorisant un emprunt en vertu du présent article doit être, au préalable, approuvé par le lieutenant-gouverneur en conseil. S. R. 1925, c. 129, a. 12.

Any by-law ordering or authorizing a loan under this section must first be approved by the Lieutenant-Governor in Council. R. S. 1925, c. 129, s. 12.

Approval.

Limita-
tion de la
garantie.

13. La limite de l'emprunt dont une municipalité peut garantir le paiement, en vertu de la présente loi, ne peut excéder, en totalité, quatre-vingt-cinq pour cent de l'évaluation qui doit être faite, dans l'acte d'hypothèque ou de fidéicommis, des terrains et des maisons et autres améliorations qui y seront construites. S. R. 1925, c. 129, a. 13.

13. The total amount of loan which may be guaranteed by a municipality, under this act, shall not exceed eighty-five per cent of an amount to be fixed in the deed of hypothec or of trust as representing the value of the land and houses and other improvements to be built and made thereon. R. S. 1925, c. 129, s. 13.

Limita-
tion of
guar-
antee.

Acte
d'hypo-
thèque.

14. Toutes dispositions jugées convenables par la municipalité et la compagnie bénéficiaire, tant en ce qui concerne le mode d'appliquer les deniers de la compagnie bénéficiaire qu'en ce qui concerne l'achat de terrains additionnels, la cons-

14. The said deed or deeds of hypothec or of trust may make any provision deemed suitable by the municipality and the assisted company, as regards either the manner of applying the funds of such company, the purchase of additional land,

Deeds of
hypothec.

truction des maisons et de leurs dépendances, et toutes autres prescriptions dans le sens de l'article 11, jugées utiles pour assurer la mise à exécution convenable de la présente loi, peuvent être insérées dans l'acte d'hypothèque ou de fidéicommis. S. R. 1925, c. 129, a. 14.

the construction of houses and their accessories, or generally any other provisions in accordance with section 11 of this act, which may be deemed useful to ensure the proper putting into operation of this act. R. S. 1925, c. 129, s. 14.

Directeur nommé par la municipalité.

15. Le conseil d'une municipalité qui se prévaut de la présente loi peut nommer, par résolution, une personne pour représenter la municipalité dans le bureau de direction de la compagnie; et le directeur ainsi désigné, tant que sa nomination n'est pas révoquée par le conseil, possède les mêmes pouvoirs qu'un directeur ordinaire.

15. The council of any municipality which shall avail itself of this act, may, by resolution, appoint some person to represent such municipality on the directorate of the company; and the director so appointed, until such time as his appointment may be revoked by such council, shall have the same powers as any other director.

Appoint-ment of director by municipality.

Qualités non requises.

Il n'est pas nécessaire que le directeur désigné par la municipalité possède les qualités généralement exigées d'un directeur, et sa nomination par le conseil est valide, quel que soit le nombre des directeurs fixé par la charte ou les règlements de la compagnie bénéficiaire. S. R. 1925, c. 129, a. 15.

It shall not be necessary for the director so appointed by the council to possess the qualifications usually required of a director, and his appointment shall be valid whatever may be the number of directors fixed by the charter or the by-laws of such assisted company. R. S. 1925, c. 129, s. 15.

Unnecessary qualifications.

Inspection des livres.

16. Les livres de la compagnie bénéficiaire sont ouverts, tous les jours pendant les heures ordinaires de bureau, à l'inspection de toute personne nommée par le conseil de la municipalité pour les examiner, afin de constater si les prescriptions de la présente loi sont observées. S. R. 1925, c. 129, a. 16.

16. The books of the assisted company shall, every day, during ordinary office hours, be open to inspection by any person appointed by the council of the municipality in question to examine such books in order to ascertain whether the provisions of this act have been obeyed. R. S. 1925, c. 129, s. 16.

Inspection of books.

Limitation des dividendes.

17. Tout paiement de dividende sur le capital-actions de la compagnie bénéficiaire, ou toute distribution de profits quelconque dans une seule et même année, ne peut excéder six pour cent sur les sommes versées.

17. No dividend upon the capital stock of the assisted company or other distribution of profits among the shareholders shall be declared or made in excess of six per cent per annum upon the amounts paid in.

Limitation of dividends.

Exception.

Si les dividendes ou les profits payés dans une seule et même année ne s'élèvent pas à six pour cent, il est permis à la compagnie bénéficiaire de parfaire la différence, avec intérêts, dès que les bénéfices nets de la compagnie le permettent, dans le cours de quelqu'une des années qui suivent. S. R. 1925, c. 129, a. 17.

If the dividend or profits paid or distributed in any one year do not amount to six per cent, the assisted company may make up the difference, with interest, so soon as the net profits of such company allow, in any subsequent year or years. R. S. 1925, c. 129, s. 17.

Exception.

Emploi des bénéfices nets.

18. Les bénéfices nets réalisés par la compagnie bénéficiaire dans le cours d'une même année, déduction faite des sommes qu'elle doit mettre à part pour rencontrer ses dettes et ses obligations, doivent d'a-

18. The net profits realized by such assisted company in any one year, after deducting such sums as it must set aside to meet its debts and obligations, must be utilized, first for the payment of the

Utilization of profits.

bord être employés au paiement des dividendes autorisés par la présente loi, et à la création d'un fonds de réserve d'un montant raisonnable affecté aux dépenses imprévues. Tout solde restant doit être ensuite appliqué, le plus tôt possible, à l'acquisition de nouveaux terrains, à la construction de nouveaux bâtiments et à des améliorations qui ressortent des pouvoirs de la compagnie, ou encore au rachat du capital-actions de la compagnie, tel que ci-dessous prévu. S. R. 1925, c. 129, a. 18.

dividends permitted by this act, and then for the creation of a reserve fund of a reasonable amount to provide for unforeseen expenses. Any amount remaining must then be applied, as soon as possible, to the acquisition of new lands, the construction of new buildings, and all sorts of improvements within the powers of the company, or to the redemption of shares in the capital stock of the company in the manner hereinafter set forth. R. S. 1925, c. 129, s. 18.

Rachats
des
actions.

19. Avec l'approbation exprimée par résolution du conseil de la municipalité qui a garanti son emprunt, la compagnie bénéficiaire peut passer un règlement autorisant le rachat total ou partiel des actions en cours de son capital-actions, aux termes et conditions qu'elle juge raisonnables.

19. The assisted company may, with the approval of the council of the municipality which has guaranteed its loan, expressed by way of resolution, pass a by-law authorizing the redemption, either wholly or in part, of the outstanding shares of its capital stock, on such terms and conditions as it may deem reasonable. Redemption or stock.

Deniers
disponi-
bles.

Pour les fins de ce rachat, la compagnie bénéficiaire peut se servir de tous les deniers disponibles dans sa caisse, y compris même ceux qui représentent le prix versé pour les actions de son capital-actions.

For the purposes of such redemption the assisted company may make use of all the funds at its disposal in the treasury, even including that which represents the amount paid in as the price of such shares. Funds available.

Prime.

Il est prohibé à toute compagnie bénéficiaire opérant ainsi le rachat des actions en cours de son capital-actions de payer une prime excédant dix pour cent du prix réel versé pour telles actions. S. R. 1925, c. 129, a. 19.

No assisted company, so redeeming the outstanding shares of its capital stock, may pay for the same any premium exceeding ten per cent of the actual amount paid in for such shares. R. S. 1925, c. 129, s. 19. Limitation of price.

Obliga-
tion de
procéder
au rachat.

20. La compagnie bénéficiaire est tenue de procéder au rachat des actions en cours de son capital-actions de la façon prévue dans l'article 19 quand, après l'expiration des cinq années qui suivent la date à laquelle la première garantie a été donnée, demande expresse, exprimée par résolution, lui en est faite par le conseil de la municipalité qui a garanti son emprunt.

20. The assisted company shall be obliged to redeem the outstanding shares of its capital stock, as provided in section 19, when, after the expiration of five years following the date at which the first guarantee was given, a positive demand to that effect is made, in the form of a resolution of the council of the municipality which has guaranteed its loan. Redemption obligatory.

Arbi-
trage.

Toutes difficultés entre la compagnie bénéficiaire et la municipalité, relatives à ce rachat, sont soumises à la décision d'un arbitre unique choisi par les parties.

Any difficulty between the assisted company and the municipality respecting such redemption shall be submitted to the decision of a single arbitrator to be chosen by the parties. Arbitration.

Arbitres.

Si l'on ne peut s'entendre sur le choix de l'arbitre, chaque partie nomme un arbitre spécial et les deux arbitres ainsi choisis procèdent à choisir un tiers arbitre.

If the parties cannot agree on an arbitrator, each party shall name a special arbitrator, and the two thus chosen shall choose a third. Arbitrators.

- Tiers arbitre.** Si les deux arbitres ne peuvent s'entendre sur le choix du tiers arbitre, ce dernier est nommé, à la diligence des parties, par un juge en chambre de la Cour supérieure ayant juridiction dans le district.
- Décision.** La décision de l'arbitre ou de la majorité des arbitres, selon le cas, est finale.
- Refus de se soumettre à la décision.** Le défaut par la compagnie bénéficiaire de se soumettre à la décision de l'arbitre ou des arbitres, donne ouverture à une demande en dissolution de la compagnie bénéficiaire ou à l'annulation des lettres patentes la constituant en corporation. S. R. 1925, c. 129, a. 20.
- Demande en dissolution.** **21.** Les procédures en dissolution ou en annulation des lettres patentes sont régies par les articles 978 et suivants ou 1007 et suivants, selon le cas, du Code de procédure civile.
- Curateur.** Le curateur nommé aux biens de la compagnie, suivant les règles ordinaires applicables aux corporations éteintes, paye, à même l'actif, les dettes de la compagnie, pourvoit au rachat des actions, sous la direction du juge, et transporte la balance de l'actif au bureau des fiduciaires ci-dessous établi. S. R. 1925, c. 129, a. 21.
- Bureau de fiduciaires.** **22.** Avec l'approbation, exprimée par résolution, du conseil de la municipalité qui a garanti l'emprunt, la compagnie bénéficiaire peut établir, par acte notarié portant minute, et dans le but de promouvoir les objets de la présente loi, un bureau de fiduciaires dont les fonctions consistent à détenir, aux termes et conditions indiqués dans l'acte créant la fiducie, les actions rachetées ou données à la compagnie ou au bureau. S. R. 1925, c. 129, a. 22.
- Pouvoirs des fiduciaires.** **23.** L'acte créant la fiducie doit indiquer les pouvoirs qui sont conférés au bureau des fiduciaires, pourvoir au mode de nomination des successeurs des premiers fiduciaires, et réserver à la compagnie bénéficiaire, avec l'approbation du conseil de la municipalité, le droit de modifier les termes et conditions auxquels le bureau des fiduciaires a été établi.
- If the two arbitrators cannot agree on a third arbitrator, the latter shall be appointed at the request of the parties by the judge in chambers of the Superior Court of the district.
- The decision of the arbitrator or of a majority of the arbitrators, as the case may be, shall be final.
- The failure of the assisted company to submit to the decision of the arbitrator or arbitrators shall be a ground for an application for the dissolution of such company, or for the annulment of the letters patent by which it was incorporated. R. S. 1925, c. 129, s. 20.
- 21.** The proceedings in dissolution or in annulment of letters patent shall be governed by articles 978 and following, or 1007 and following, as the case may be, of the Code of Civil Procedure.
- The curator appointed to the property of the company, according to the ordinary rules applicable to dissolved corporations, shall pay, out of the assets, the debts of the company, and shall provide for the redemption of the shares, under the direction of the judge, and shall transfer the balance of the assets to the board of trustees hereinafter established. R. S. 1925, c. 129, s. 21.
- 22.** The assisted company may, with the approval of the council of the municipality which has guaranteed its loan, expressed by way of resolution, establish, by notarial deed *en minute* and with the view of promoting the objects of this act, a board of trustees, whose functions shall be to hold, on the terms and conditions set forth in the deed creating such trust, the shares, whether the same be redeemed, or given to the company or to the board. R. S. 1925, c. 129, s. 22.
- 23.** The deed creating such trust must indicate the powers conferred on the board of trustees, provide for the appointment of successors to the first trustees, and reserve to the assisted company, subject to the approval of the municipal council, the right of modifying the terms and conditions on which such board of trustees has been established.

Emploi
des
revenus.

Les revenus provenant des biens détenus en fiducie doivent être employés exclusivement de la façon qui est mentionnée dans l'acte créant la fiducie. S. R. 1925, c. 129, a. 23.

The revenue of all property held in trust shall be employed only in the manner set forth in the deed creating the trust. R. S. 1925, c. 129, s. 23.

Employ-
ment of
revenue.

Nomina-
tion
oblige-
toire.

24. La compagnie bénéficiaire est tenue de procéder à la nomination du bureau des fiduciaires ci-dessus indiqué, quand, après l'expiration des cinq années qui suivent la date à laquelle la première garantie a été donnée, demande expresse, exprimée par résolution, lui en est faite par le conseil de la municipalité qui a garanti son emprunt.

24. The assisted company shall be obliged to proceed to the establishment of the board of trustees above mentioned, when, after the expiration of five years following the date at which the first guarantee was given, a positive demand to that effect is made, in the form of a resolution of the council of the municipality which has guaranteed its loan.

Appoint-
ment
oblige-
tory.

Arbi-
trage.

Toutes difficultés qui peuvent se soulever au sujet des termes et conditions qui doivent être mentionnés dans l'acte créant le bureau des fiduciaires sont soumises à la décision d'un arbitre ou d'arbitres, conformément à l'article 20. S. R. 1925, c. 129, a. 24.

Any difficulty which may arise respecting the terms and conditions to be contained in the deed creating the board of trustees shall be submitted to the decision of an arbitrator or arbitrators, as provided in section 20. R. S. 1925, c. 129, s. 24.

Arbitra-
tion.

Pouvoirs
du bureau
des fiduci-
aires.

25. Le bureau des fiduciaires, quand toutes les actions de la compagnie bénéficiaire lui ont été transportées, forme une corporation avec succession perpétuelle et peut avoir un sceau commun qu'il peut modifier à volonté. Il possède alors, sous le nom qui lui est attribué dans l'acte créant la fiducie et sous les restrictions et conditions y mentionnées, tous les pouvoirs généralement possédés par les corporations en vertu des lois en vigueur, y compris celui d'acquérir par achat ou par donation dans le but de promouvoir les fins pour lesquelles il a été établi.

25. The board of trustees, when all the shares of such assisted company have been transferred to it, shall constitute a corporation with perpetual succession, and may have a common seal which it may alter at its pleasure. It shall also possess, in the name given to it by the deed creating the trust, and under the restrictions and conditions therein set out, all the powers ordinarily possessed by corporations under the laws in force, including the capacity to acquire by purchase or donation, with the object of promoting the ends for which it was established.

Powers of
board.

Restric-
tion.

Toutefois le bureau ne peut aliéner ni hypothéquer les immeubles qu'il détient que s'il y est autorisé par l'acte créant la fiducie. S. R. 1925, c. 129, a. 25.

However, the board may not alienate nor hypothecate any immoveables that it may hold, unless it is so authorized by the deed creating the trust. R. S. 1925, c. 129, s. 25.

Restric-
tion.

État
requis.

26. Le bureau des fiduciaires, quand il forme une corporation, doit soumettre au lieutenant-gouverneur en conseil, lorsqu'il en est requis par le secrétaire de la province, la liste de ses membres, un état détaillé des propriétés immobilières qu'il possède en fidéicommiss et un sommaire complet de ses revenus. S. R. 1925, c. 129, a. 26.

26. The board of trustees, when constituted a corporation, shall submit to the Lieutenant-Governor in Council, when required by the Provincial Secretary, a list of its members, a detailed statement of the immoveable property it holds in trust, and a summary of its total revenue. R. S. 1925, c. 129, s. 26.

Return
required.

Manda-
mus.

27. Le conseil de la municipalité qui a garanti l'emprunt de la compagnie béné-

27. The council of any municipality, which has guaranteed the loan of an

Man-
damus.

ficiaire a le recours prévu par les articles 992 et suivants du Code de procédure civile pour forcer la compagnie, ses directeurs et officiers, ou le bureau des fiduciaires, quand il forme une corporation, et ses officiers, à mettre à exécution quelque une des dispositions de la présente loi ou quelque une des prescriptions édictées sous son autorité. S. R. 1925, c. 129, a. 27.

assisted company, shall be entitled to the recourse given by articles 992 and following of the Code of Civil Procedure, to compel the company, its directors and officers, or the board of trustees, when it is constituted a corporation, and its officers, to put in operation any one of the provisions of this act, or of the directions issued thereunder. R. S. 1925, c. 129, s. 27.

Liquidation.

28. Dans le cas de liquidation de la compagnie bénéficiaire, la municipalité peut nommer le bureau des fiduciaires, mais, pour être valable, cette nomination doit être approuvée par le lieutenant-gouverneur en conseil. S. R. 1925, c. 129, a. 28.

28. In case of the liquidation of the assisted company, the municipality may appoint the board of trustees, but, to be valid, such appointment must be approved by the Lieutenant-Governor in Council. R. S. 1925, c. 129, s. 28.

Liquidation.

Réserve pour rachat des actions.

29. Le conseil de la municipalité qui a garanti l'emprunt peut, par règlement qu'il n'est pas nécessaire de soumettre à l'approbation des électeurs, mais qui doit être approuvé par le lieutenant-gouverneur en conseil, attribuer, à même les fonds généraux de la municipalité non spécialement affectés à d'autres fins, les deniers qu'il juge nécessaires au rachat des actions de la compagnie bénéficiaire. S. R. 1925, c. 129, a. 29.

29. The council of the municipality which has guaranteed the loan may, by by-law, which need not be submitted to the electors for approval, but which must be approved by the Lieutenant-Governor in Council, appropriate, out of the general funds of the municipality, not specially devoted to other purposes, such amount as it may deem necessary to redeem the shares of the assisted company. R. S. 1925, c. 129, s. 29.

Appropriation for redemption.

Actions rachetées.

30. Les actions rachetées par la compagnie bénéficiaire ou qui lui sont données par un actionnaire ne doivent pas être considérées comme annulées. Elles sont possédées par le bureau des fiduciaires pour les fins de l'acte créant la fiducie. S. R. 1925, c. 129, a. 30.

30. Such shares, whether redeemed by the assisted company or given to it by a shareholder, shall not be deemed to be cancelled. They shall be held by the board of trustees for the purposes set forth in the deed creating the trust. R. S. 1925, c. 129, s. 30.

Redeemed shares.

Paiement des actions.

31. La compagnie bénéficiaire ne peut se départir des actions de son capital que pour des deniers versés comptant dans sa caisse, et les versements payés par les actionnaires ou provenant de dons ne peuvent être employés que pour des dépenses en harmonie avec le but de la compagnie, tel qu'indiqué dans l'article 3. S. R. 1925, c. 129, a. 31.

31. No shares of the capital stock of the assisted company shall be issued for any other consideration than for cash paid into the treasury of the said company; and payments made by shareholders, or amounts received as gifts, shall not be used for expenditures other than those connected with the carrying out of the main purposes of the company, as set forth in section 3. R. S. 1925, c. 129, s. 31.

Payment of shares.